

Bureau Pays - République Centrafricaine

Termes de Référence

Titre du poste : Consultant International

Nombre du poste : Un (01)

Type du Contrat : Contrat Individuel

Section : Traite des Personnes (TdP)

Code du Projet : SB-011505.02.01.01

Durée du Contrat : 10 mai 2022 au 05 Août 2022

Date de début : 10 mai 2022

Temps de travail réel : 55 jours de travail

Lieu du travail : Travail à domicile avec déplacement en RCA

Grille d'honoraire : B

1. Contexte de la mission :

Depuis plusieurs années, la traite des personnes et le trafic de migrants sont une préoccupation croissante en Occident et en Afrique centrale. L'exploitation par des organisations criminelles à travers l'exploitation sexuelle, assimilable à l'esclavage pratiques, le travail forcé ou les services des femmes et des enfants constituent des violations directes des droits de l'homme et la plupart s'accompagnent d'abus graves. Affectant les populations vulnérables, la traite des êtres humains et les migrants la contrebande peut également véhiculer des formes extrêmes de violence, mettant en danger des vies humaines, en contradiction avec conventions internationales existantes.

La traite des personnes (TP) est un problème en République centrafricaine (RCA), tant au niveau national qu'au niveau internationaux. L'instabilité politique, les conflits internes et les crises humanitaires ont forcé plus d'un million de personnes à fuir leur foyer, augmentant la vulnérabilité des hommes, des femmes et des enfants à exploitation.

En 2018, environ 641 000 personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays et vulnérables à la traite à l'intérieur du pays et 591 000 personnes ont cherché refuge dans les pays voisins. Selon les États-Unis 2021 rapport du Département d'État sur la traite des personnes, la RCA est un pays source, de transit et de destination pour enfants soumis au travail forcé, à la servitude domestique et au trafic sexuel, femmes soumises à des prostitution, adultes et enfants soumis au travail forcé. La plupart des victimes sont des citoyens centrafricains exploités à l'intérieur du pays, et un plus petit nombre sont transportés dans les deux sens entre la RCA et pays voisins. En outre, les milices armées opérant en RCA, y compris celles alignées sur le l'ancien gouvernement Séléka et l'Armée de résistance du Seigneur, continuent de recruter et de réembaucher des enfants pour activités militaires et pratiques esclavagistes. Malgré les tendances susmentionnées, la RCA fournit des efforts considérables pour lutter contre la TIP :

- En ce qui concerne le cadre juridique, le pays a ratifié la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (UNTOC) et son protocole additionnel sur la traite des personnes. Il a incorporé les délits de TDP dans son code pénal (article 151). Elle a également adopté, début 2020, un nouveau code sur la protection de l'enfance, qui comprend des dispositions sur la traite des enfants. En outre, L'ONUUDC a aidé la RCA à élaborer une législation spécifique couvrant tous les aspects de la traite des personnes, qui est en attente d'adoption.
- S'agissant des stratégies et plans d'action, le 13 mars 2020, le Président a signé un accord stratégique vision et plan d'action national contre la TIP pour 2020, ainsi qu'un décret portant création d'un bureau de coordination contre la TIP. Le gouvernement a également élaboré un plan d'action national pluriannuel contre TIP pour 2020-2024 qui est toujours en attente de validation. Tous ces instruments ont été développés entre octobre 2019 et mars 2020, à la suite d'une série de réunions de haut niveau, dont certaines en présence du Président lui-même, avec la participation de points focaux désignés sur la TDP de chaque ministère, ce qui montre que le gouvernement fait de la TDP une priorité.

En tant que gardien de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (UNTOC) et ses protocoles additionnels sur la traite des personnes et le trafic illicite de migrants, l'ONUUDC a le mandat et une expertise spécifiques pour aider les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre à développer des actions contre les réseaux criminels impliqués dans le trafic de migrants, la traite des personnes et d'autres formes de criminalité transnationale tout en protégeant les droits des migrants.

Par l'intermédiaire de son bureau régional basé au Sénégal et de ses bureaux-pays basés dans la région, l'ONUUDC a lancé en août 2015 sa Stratégie régionale de lutte contre la Traite des Êtres humains et le Trafic Illicite de Migrants (2015-2020 ; prolongé jusqu'en 2021) pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, qui vise à renforcer les capacités des pays de la région à lutter contre les réseaux criminels profitant du trafic et de la traite tout en garantissant pleinement les droits des victimes et des migrants vulnérables. L'ONUUDC soutient les gouvernements nationaux d'Afrique de l'Ouest et du Centre, principalement en renforçant les capacités institutionnelles et humaines des systèmes de justice pénale, en améliorant les cadres juridiques et politiques, en renforçant la collecte de données et la recherche, en créant des mécanismes de coordination régionale et en sensibilisant la population aux risques liés à ces délits.

2. Objet de la mission :

Un aspect du projet du Fonds de consolidation de la paix (PBF) actuellement mis en œuvre en RCA est le renforcement des mécanismes de collecte, de suivi et d'analyse des données sur la traite des personnes.

Le manque d'un mécanisme de collecte de données systématique et coordonné au niveau national est un obstacle à une prise de décision en matière de traite des personnes et à une évaluation précise des progrès du pays en la matière.

Conformément à la stratégie définie par le projet PBF, l'ONUUDC appuiera le Comité interministériel dans le processus de mise en place d'un système national de collecte, de suivi et d'analyse des données sur la Traite des Personnes et le Trafic des Migrants.

L'objectif de la consultation est d'appuyer le Coordonnateur du Programme basé à Bangui, RCA, dans l'amélioration du système national de collecte de données sur la traite des personnes et renforcer les capacités des acteurs nationaux impliqués dans la collecte et l'analyse des données.

3. Tâches spécifiques à effectuer par le consultant :

Sous la supervision du Coordonnateur du Programme basé à Bangui, et en étroite collaboration avec le Personnel de l'Unité de lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants, et le chef de la Section de l'application de la loi, ainsi que sous la direction générale du Représentant Régional de l'ONUDC, ROSEN, le consultant devra :

- Identifier les fournisseurs de données (institutionnels et non institutionnels (ONG)) et les sensibiliser sur l'importance de contribuer au développement d'un système national de collecte, de suivi et d'analyse de données ;
- Développer des indicateurs/variables à collecter et préparer des modèles de collecte de données avec les acteurs et institutions (police, procureurs/juges, ONG et autres fournisseurs de données nationaux pertinents) ;
- Élaborer un protocole d'accord ou un cadre de concertation sur le système national de collecte de données.
- Former les points focaux désignés de chaque fournisseur de données. A ce titre des formations spéciales seront organisées une fois les étapes ci-dessus franchies avec succès.

Le travail implique une interaction fréquente avec : les parties prenantes nationales désignées par le Gouvernement, les Sections applications des lois et Recherche de l'ONUDC au bureau régional de Dakar, bureau de l'ONUDC en RCA et d'autres entités des Nations Unies impliquées en RCA (en particulier l'OIM, mais aussi l'OIT, l'UNICEF, la MINUSCA, ONUFEMMES, UNFPA et PNUD), des agences spécialisées, des fonds et programmes (notamment le PBF), des représentants et responsables du gouvernements et des collectivités locales des zones cibles, les institutions nationales des droits de l'homme, les organisations internationales et régionales, ainsi que les experts et consultants.

4. Tâches tangibles et mesurables attendues :

- Cartographie des fournisseurs de données identifiés.
- Méthodologie de collecte de données et questionnaires/outils de collecte de données.
- Projet de protocole d'accord ou mémo de cadre de concertation ;
- Organisation de formations (pièces justificatives comme preuve, par exemple rédaction de termes de références/concept notes, Agendas, rapports de formation/missions, etc.).

5. Dates et détails des livrables/paiements :

Livrable	Produit	Nombre de jour du travail	Date de la fin du travail
A	Identifier les fournisseurs de données (institutionnels et non institutionnels (ONG)) et rédiger une cartographie des fournisseurs.	10	13 mai 2022
	<ul style="list-style-type: none"> • Développer un système de collecte de données sur la Traite des Êtres Humains en fonction des réalités (y compris les contraintes, tels que les équipements, le financement, etc.) et les besoins logistiques. 		

B	<ul style="list-style-type: none"> ○ Développer des indicateurs/variables à collecter. ○ Préparer des modèles de collecte de données avec police, procureurs/juges, ONG et autres fournisseurs de données nationaux pertinents. ○ Organiser une (1) consultation nationale sous forme d'atelier. ○ Évaluer les lacunes en équipement pour développer un système de collecte de données efficace et proposer une liste d'équipements à acheter. ● Élaborer un protocole d'entente sur le système de collecte de données. ● Une fois élaboré, le protocole d'accord doit être signé par tous les fournisseurs de données approuvés. En signant le MoU, les fournisseurs de données (qui devront désigner un point focal) s'engageraient à accepter le partage des données à travers les modèles de rapports et délais retenus. 	20	10 juin 2022
C	<ul style="list-style-type: none"> ● Développer et organiser deux (2) formations sessions pour les fournisseurs de données sur la collecte des données. ● Développer et organiser une (1) session de formation pour le Comité interministériel ou l'entité en charge de rédiger le rapport d'analyse des données collectées et la rédaction du rapport. ● Fournir un mentorat sur la collecte de données demandées. 	25	15 juillet 2022
	Total	55	

Les paiements seront effectués après l'achèvement satisfaisant et la soumission des livrables ci-dessus.

6. Indicateurs pour évaluer la performance du consultant :

Tous les produits doivent être soumis en anglais ou en français et satisfaire aux critères de performance et d'évaluation de l'UNODC selon les indicateurs suivants :

- Qualité des matériaux produits
- Compétence technique
- Respect des délais de livraison.

7. Qualifications/expertise recherchées (formation requise, années de travail pertinent expérience, autres compétences ou connaissances particulières requises) :

NB : Le consultant Principal sera chargé de recruter un consultant associé de nationalité centrafricaine ayant des compétences similaires et une expérience avérée notamment dans les zones cibles du projet.

Diplôme universitaire supérieur (Master ou équivalent) en statistique, recherche, international relations internationales, sciences sociales, droit, sciences politiques, relations internationales ou criminologie, est exigée.

Un diplôme universitaire de premier cycle dans un domaine similaire combiné à deux années supplémentaires d'études une expérience qualifiante peut être acceptée à la place du diplôme universitaire supérieur.

- Au moins 10 ans d'expérience professionnelle à des niveaux de responsabilité de plus en plus élevés dans le domaine de la recherche et l'analyse (collecte de données) sont nécessaires. Expérience dans la collecte de données sur la traite des personnes et/ou des données criminelles serait un atout important.
- Une expérience dans le développement de systèmes et de mécanismes de collecte de données est requise. Démonstré d'une expérience dans le domaine du renforcement des capacités en matière de collecte de données est requise. Expérience liée à une affectation en Afrique de l'Ouest et du Centre serait un atout majeur.
- Expérience dans la liaison avec les autorités gouvernementales et d'autres institutions nationales / internationales et les donateurs est un avantage certain.
- D'excellentes compétences en communication et en rédaction sont requises ;
- La maîtrise du français, avec des compétences avérées en rédaction et en communication, est requise. La connaissance de l'anglais est un atout.

8. Barème de notation

Consultant(e) International(e)		
1. La compréhension des TdRs		15
2. La conformité du plan de travail et de la méthodologie proposée avec les termes de référence		25
2.1. Approche méthodologique		
✓ Compréhension de la mission 5 points		
✓ Clarté 2 points		
✓ Cohérence de l'approche 8 points		15
2.2. Plan de travail conforme à la méthodologie		
✓ Exhaustivité 5 points		
✓ Clarté 1 point		
✓ Cohérence 4 points		10
3. Qualifications et compétences		50
3.1. Qualifications et expériences générales		
Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+5) en Sociologie, Economie, agroéconomie, Droit des Affaires, avec des connaissances en développement des entreprises, gestion des projets ou tout autre domaine équivalent		
✓ Master 1 7 points		
✓ Master 2 10 points		
✓ Doctorat 15 points		15

<p>3.2. Au moins dix (10) années d'expérience avérée en matière de développement socioéconomique, de préférence sur la problématique de la croissance accélérée et d'intégration du genre dans le développement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Moins de 10 ans 5 points ✓ Egal à 10 ans 15 points ✓ Plus de 10 ans 20 points 	20
<p>3.3. Expériences pertinentes pour la mission</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Une capacité d'analyse, et de planification stratégique, intégrant notamment, le genre dans les activités socioéconomiques 5 points ✓ Une expérience prouvée dans l'élaboration des projets similaires 5 points ✓ Une expérience de dialogue avec les acteurs de développement notamment les agences des Nations-Unies et autres partenaires techniques et financiers ... 2,5 points ✓ Excellentes compétences prouvées en rédaction et en communication (Produire au moins un document publié en tant qu'auteur ou co-auteur)..... 2,5 points 	15